

Ce rapport a été produit par OCHA Bunia en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il est publié par OCHA et couvre la période du 2 au 20 janvier 2019.

## FAITS SAILLANTS

- Une situation humanitaire alarmante pour les déplacés dans la Zone de santé de Nizi.
- La riposte contre la Maladie à Virus Ebola mise à rude épreuve dans certaines localités de l'Ituri.

## APERÇU DE LA SITUATION

L'ONG MSF, dans sa note datant de décembre 2018, a signalé une situation humanitaire alarmante pour les familles déplacées dans le Territoire de Djugu, cas de la zone de santé de Nizi. « Bien que les équipes de MSF tentent de répondre aux besoins des déplacés, nous sommes inquiets de constater que les familles ayant fui les violences depuis bientôt 11 mois vivent toujours dans une extrême précarité. Nous observons notamment avec préoccupation un manque d'assistance humanitaire pour répondre aux besoins criants de ces population en termes de nourriture, eau potable, accès aux soins, ustensiles de cuisine, bâches, nattes, couvertures, latrines, couches, scolarisation des enfants, spécifiquement dans les 14 sites spontanés de la zone de santé de Nizi », rapporte la note de MSF. Ainsi, cette organisation a plaidé auprès des humanitaires et des autorités pour intervenir au plus vite pour répondre à cette situation urgente.

La lutte contre la maladie à virus Ebola (MVE) est confrontée à plusieurs contraintes mettant en danger la vie des équipes d'humanitaires dans certaines localités des zones de santé de Nyankunde et de Komanda, en Ituri. Au cours de ce mois de janvier, on a déjà enregistré trois incidents à l'encontre des humanitaires. Le 14 janvier, les habitants de Marabo (40 km au sud-ouest de Bunia) s'étaient opposés à la présence d'une ONG qui voulait construire le « triangle de déchets » au sein d'une structure sanitaire locale. Trois jours plus tôt, dans la même localité, une équipe d'humanitaires a été agressée par la population alors qu'elle s'apprêtait à ériger un centre d'isolement des cas suspects. Le 1<sup>er</sup> janvier, un véhicule de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a été brûlé par des manifestants à Mambelenga (115 km au sud de Bunia). En décembre dernier, des incidents similaires avaient été déjà signalés dans la région.

Cette attitude peu coopérative de la population se base sur certaines rumeurs faisant état d'une maladie inventée et imaginée par des humanitaires afin d'obtenir du financement. Par ailleurs, cette hostilité a des implications négatives sur la fréquentation de certaines institutions médicales locales. Les membres du personnel soignant ont fait état pendant cette période de la baisse de taux de fréquentation des structures sanitaires à Komanda et Nyankunde suite aux traitements de certains cas de MVE dans ces centres médicaux. Les malades ont peur de se présenter dans les hôpitaux pour ne pas contracter l'Ebola. Par ailleurs, les autorités provinciales ont multiplié les activités de sensibilisation pour rassurer la population. Pour rappel, la Province de l'Ituri a enregistré un total cumulé de 47 cas, dont 29 décès, au 19 janvier.

Les incidents rapportés le 15 janvier dans les zones de santé de Rethy et Linga à plus de 150 km au nord de Bunia (Territoire de Djugu) entre les habitants du village de Dhebu et la Police Nationale Congolaise aurait causé la mort d'un civil. Plus d'une trentaine de personnes ont été blessées ; des maisons incendiées et des populations en fuite en brousse et dans les localités environnantes. Les ONG COOPI et INTERSOS séjournent depuis le 19 janvier dans la zone pour avoir un meilleur aperçu de la situation.

## RÉPONSE HUMANITAIRE



### Articles ménagers essentiels/Abri d'urgence



Selon le Cluster AME, environ 68 700 PDI dans les sites en territoire de Djugu sont dans le besoin de renouvellement des articles ménagers essentiels et abris, particulièrement les bâches, couvertures, nattes, habits et moustiquaire. Il y a près de six mois que ces personnes n'ont pas été assistées en AME. Pour rappel, ces personnes déplacées avaient connu des cycles de violences dans le Territoire de Djugu en décembre 2017.

## Education

Près de 150 établissements scolaires du Territoire de Djugu attendent toujours leur réhabilitation depuis février 2018. Leurs installations ont été incendiées et saccagées lors des conflits intercommunautaires dans la zone. Selon le Cluster éducation, cette situation est due au manque de capacité financière de la part des acteurs humanitaires. De nombreuses structures sanitaires ont également été détruites suite aux violences dans ce territoire. Des ressources sont requises pour réhabiliter les structures sociales de base dans le Territoire de Djugu. Une note de plaidoyer des clusters éducation et santé est rédigée, en vue d'un appel de fonds auprès des bailleurs.

## Multisectoriel

Dans le cadre de son projet « Aide d'urgence et assistance financière inconditionnelle dans la Province de l'Ituri », l'ONG WHH a lancé, le 15 janvier, des activités dans les secteurs de sécurité alimentaire, AME & abris, eau, hygiène et assainissement, et nutrition. Ce projet, financé par le gouvernement allemand à hauteur de 1,85 million d'euros, s'étend du 31 octobre 2018 au 31 décembre 2019 et cible 25 000 personnes déplacées, retournées et familles d'accueil dans les zones de santé de Fataki et Tchomia (Territoire de Djugu). Alors que dans les zones de santé de Lita, Drodro et Tchomia (Territoire de Djugu) son projet en sécurité alimentaire en faveur de 40 000 retournés arrivera à son terme le 31 janvier 2019. Démarré le 1er juillet de l'année dernière, le projet « Améliorer la résilience globale des ménages touchés par le conflit en Ituri en sécurité alimentaire et nutrition » a été financé à hauteur de 1,73 million d'euros par ECHO.

## Mouvement de population

Le 7 janvier, environ 350 rapatriés spontanés congolais ont regagné leur village au bord du lac Albert dans le Territoire de Djugu, selon les autorités locales. Depuis le mois de décembre, des milliers de rapatriés spontanés, qui avaient trouvé refuge en Ouganda à la suite des épisodes de violences dans le Territoire de Djugu, ont commencé à retourner dans certaines localités au bord du lac Albert. Ce mouvement est consécutif à l'amélioration de la situation sécuritaire dans leurs milieux d'origine et aux mauvaises conditions de vie dans les camps en Ouganda. Selon ces rapatriés spontanés, environ 3 000 autres Congolais, présents dans les localités lacustres en Ouganda, attendent leur rapatriement en Ituri.

Par ailleurs, au niveau des sites spontanés de PDI de Bunia, de nombreuses personnes ont également manifesté l'intention de retourner vers leur lieu d'origine. Elles ont besoin d'un paquet d'assistance pour accompagner leur retour. Pour rappel, les deux sites de Bunia hébergent à ce jour près de 8 000 personnes. C'est depuis décembre 2017 que le Territoire de Djugu a été affecté par les violences causant le déplacement de plus de 200 000 personnes à travers les territoires voisins et vers l'Ouganda.

## COORDINATION GÉNÉRALE

Selon la Matrice d'interventions des partenaires dans les sites spontanés, il se dégage que les besoins des personnes déplacées vivant dans les sites de Bunia sont plus ou moins bien couverts, comparativement à ceux qui sont dans les autres zones du Territoire de Djugu, notamment dans la zone de santé de Nizi. Le Comité Local Inter Organisations a recommandé aux organisations ayant des capacités de pouvoir se positionner pour combler ces besoins. Le Programme alimentaire mondial (PAM) planifie sous peu une distribution générale de vivres dans les sites qui présentent des besoins et n'attend que les listes des bénéficiaires de la part de l'OIM. D'autres organisations humanitaires se sont également manifestées pour participer à la réponse.

## CHIFFRES CLÉS

### 54

Acteurs exécutent des projets dans les provinces du Bas-Uélé, Haut-Uélé et de l'Ituri au 30 novembre 2018.

### 47

Cas de la Maladie à Virus Ebola dont 29 décès enregistrés en Ituri au 19 janvier 2019.

### 409 851

Personnes assistées en Ituri par le RRMP entre janvier et novembre 2018.

### 95 499

Réfugiés sud-soudanais enregistrés au 30 novembre 2018 dans le Haut-Uélé et en Ituri, selon le HCR.

### Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Idrissa Conteh**, Chef de sous-bureau OCHA Bunia, [conteh11@un.org](mailto:conteh11@un.org) Tél: +243 81 988 91 77

**Serge le Grand Mabaluka**, Reporting assistant OCHA Bunia, [mabaluka@un.org](mailto:mabaluka@un.org), Tél: +243 81 706 13 10

**Nicolas Doire**, Chargé de l'information publique et du plaidoyer OCHA RDC, [nicolas.doire@un.org](mailto:nicolas.doire@un.org), Tél: +243 81 706 12 00

Toute l'information humanitaire sur la RDC est en ligne sur [www.humanitarianresponse.info](http://www.humanitarianresponse.info); [www.unocha.org](http://www.unocha.org); [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)  
Suivez-nous sur nos pages [Facebook](#), [Twitter](#) et [Instagram](#)